

De NKM au maire de Montfermeil renversé par un scooter : pire que la colère des électeurs à cran, la dérive de pans entiers de la société française qui ne respectent plus l'autorité



Sentiment d'impunité des politiques face à la Justice, manque de cohésion sociale, etc. : plusieurs facteurs pourraient expliquer la recrudescence de la violence à l'égard des symboles de l'autorité.

Avec Eric Deschavanne

Avec Paul-François
Paoli

Atlantico : Suite aux agressions survenues cette semaine de Nathalie Kosciusko-Morizet et de Xavier Lemoine, quel constat peut-on établir quant à la remise en cause des symboles de l'autorité d'une manière générale ?

Eric Deschavanne : Ce qu'on appelle crise de l'autorité n'est que l'envers des progrès de l'individualisme. L'autorité n'est pas le pouvoir. **Le pouvoir et la hiérarchie sont des fonctions sociales qui ne disparaissent pas et n'ont pas vocation à disparaître.** L'autorité est une supériorité en valeur et en prestige dont la reconnaissance oblige, force le respect et facilite ainsi l'exercice du pouvoir. L'individualisme, comme l'a bien vu Tocqueville, consiste principalement dans l'autosuffisance intellectuelle et procède de l'égalité des conditions : si j'estime qu'un homme en vaut un autre, pourquoi devrais-je admettre qu'un autre que moi possède un meilleur jugement que moi et juge à ma place de ce qui est important pour moi ou de ce que je dois faire ? L'individu contemporain pense donc par lui-même et répugne à reconnaître la supériorité du jugement d'autrui, autrui fut-il sorti d'une grande école, fut-il son supérieur hiérarchique, son professeur, un élu de la République, un grand scientifique, etc. Une telle disposition d'esprit constitue le cœur de la culture démocratique mais alimente nécessairement une forme de ressentiment à l'égard de ceux qui disposent du pouvoir d'expression et de représentation, et dont l'autorité reconnue apparaît toujours plus ou moins usurpée.

Paul-François Paoli : Il y a toujours eu de la violence dans le débat politique et je ne suis pas sûr que cette agression soit plus significative qu'une autre, sauf à considérer qu'elle est plus grave du fait qu'une femme en est victime. Durant les primaires, Macron a reçu un œuf en plein visage lors d'une visite au salon de l'agriculture et Valls une gifflure durant un déplacement. Ils ont d'ailleurs gardé leur calme.

Ce qui est préoccupant c'est la banalisation de l'irrespect à l'encontre des hommes et des femmes politiques. Il faut, à mon sens, sanctionner très durement ces agressions car elles mettent en cause le principe même de la confrontation démocratique. La politique est un très dur métier qui mérite le respect. Considérer que les hommes politiques sont, par définition, incapables ou corrompus procède du pire populisme. Non celui de la légitime protestation des "gens d'en bas" qui se sentent oubliés par la représentation politique mais celui, pulsionnel, d'un poujadisme de bas étage. D'une manière générale, nous vivons dans un monde où

l'irrespect et la vulgarité se banalisent.

Par quelles voies cette violence se réinstalle-t-elle dans la sphère publique ?

Eric Deschavanne : Il faut relativiser la violence politique. La véritable violence est celle du terrorisme. Elle procède d'une idéologie qui justifie la haine à l'égard d'une catégorie d'êtres humains – classe sociale, race, peuple, culture, civilisation, etc. Le retour de la violence politique procède aujourd'hui du terrorisme djihadiste, parce qu'on a affaire à une idéologie totalitaire qui justifie, et même sanctifie le crime et la destruction. Par contraste, **la culture politique démocratique est extrêmement pacifique, en dépit des divisions, des oppositions et des conflits de tous ordres qu'elle exacerbe en permanence**. Les comportements violents, qui sont quasi-unanimement condamnés, n'émanent pas d'une idéologie totalitaire mais **du populisme ambiant**, dont les discours d'extrême droite ou d'extrême gauche ne sont que la traduction exacerbée : c'est la haine des "élites qui ont trahi le peuple", voire la haine de la représentation et du pouvoir en général (pour l'extrême gauche) qui donne une légitimité – au regard de ceux qui les commettent – aux violences à l'égard des élus ou des policiers.

Paul-François Paoli : Le monde politique souffre d'un discrédit massif en France mais aussi en Italie. Nicolas Sarkozy, et après lui François Hollande, ont gravement entamé le prestige symbolique de la fonction présidentielle, qui est fondée sur la distance entre le président et les citoyens, et **nous vivons de plus en plus dans un monde où tout un chacun se croit le familier de n'importe qui sous prétexte que tout un chacun peut instantanément communiquer ses opinions sur les réseaux sociaux**.

Par ailleurs **l'hystérie médiatique** dans laquelle nous vivons excite le ressentiment et l'envie. Tous ceux qui s'exposent, même pour de bonnes raisons, prennent le risque de se faire détester dans un monde où le droit à la reconnaissance médiatique est admis pour tous mais accessible à peu d'entre nous.

Quelles peuvent être les racines de ce phénomène ?

Eric Deschavanne : Il y a **un lien étroit entre l'individualisme, qui sape le prestige de l'autorité, et le populisme qui conteste la légitimité des élites**. J'ai, par exemple, été très frappé par la campagne conduite contre Manuel Valls sur le thème "l'homme du 49.3". L'usage d'un moyen d'action proposé par la Constitution n'a rien de répréhensible en soi. Mais cet usage, associé au style rhétorique autoritaire de Valls, lui a valu une hostilité irrationnelle de la part de personnes qui auraient pu fort bien se contenter de contester le contenu de sa politique dans le débat public, fut-ce de manière polémique. **Tout se passe comme s'il était reproché aux politiques d'exercer leur métier**. Lors des élections, moment où ils se mettent à hauteur de leurs concitoyens, "à portée de baffes" pour ainsi dire, certains entreprennent de le leur faire payer. **Il faut évidemment imputer à ce populisme ambiant l'omniprésence du discours moralisateur sur la classe politique. La tyrannie de la transparence est également une forme de violence**, et elle multiplie les critères qui fourniront aux citoyens des raisons de haïr leur classe politique.

Paul-François Paoli : Dans les sociétés traditionnelles, les hommes vivaient cloisonnés. Tout au long de l'histoire de la monarchie française, le roi lui-même était inconnu physiquement et les distances sociales rendaient parfois impossibles la promiscuité. **La démocratie de masse change la donne car il est admis que nous sommes tous les "semblables" les uns des autres, même si nous n'en sommes pas forcément convaincus**. Ainsi, n'importe qui peut s'octroyer le droit de juger n'importe qui au nom d'on ne sait quel critère. La proximité croissante entre les hommes dans de mêmes espaces, loin de générer la fraternité, comme l'ont cru les utopistes du progrès accroît les phénomènes de rivalité inconscients, et donc la violence. *"Les hommes sont comme les hérissons : plus on les rapproche, plus ils se piquent"* écrivait Schopenhauer. Alexis de Toqueville et le grand anthropologue René Girard ont aussi anticipé ce phénomène. A cet égard, **si le désir de vivre ensemble existait, nous n'aurions pas besoin d'un discours qui nous y exhorte**. La société française est aujourd'hui fracturée à tous niveaux comme l'a montré Christophe Guilly dans son livre sur la France périphérique, et ce n'est sûrement pas le discours sirupeux sur le "vivre ensemble" qui fera reculer les fractures ethniques et sociales.